

connaître sans ambages le point de vue du Comité central, à savoir qu'il serait bien triste que l'intelligentsia, les créateurs et les artistes, se déchirent entre eux au lieu de consolider les choses, et que ses membres commencent à se servir de la transparence, de la franchise et de la démocratie pour régler de vieux problèmes et se venger des critiques subies. La pire chose qui puisse arriver, en de telles périodes révolutionnaires, est de voir l'intelligentsia s'engluer dans des vétilles, ce qui se produit quand on laisse libre cours aux ambitions personnelles et qu'on gaspille son énergie en grandes phrases creuses plutôt que de l'utiliser pour des entreprises créatives. Le Comité central a instamment prié les écrivains de s'élever au-dessus de leur émotivité, de leurs habitudes et de leurs confortables idées toutes faites. Prenez de la hauteur, pensez au peuple et la société, avons-nous dit. Que le sens des responsabilités de l'intelligentsia se manifeste aussi dans des syndicats créatifs s'occupant, avant toute chose, du développement spirituel de la société.

L'intelligentsia, qui est consciente de ses responsabilités civiques, a pris avec enthousiasme sur ses épaules une large part de l'effort de restructuration. Suivant la même évolution que le Parti, elle s'est aussi transformée. Son attitude centrée sur l'intérêt public se manifeste avec de plus en plus de force, et nous avons nous-mêmes des intérêts investis dans son activité; nous apprécions tout ce qu'elle fait — la façon dont elle s'est ralliée à nos efforts, après avril 1985, son enthousiasme et son désir de contribuer à restructurer la société. Nous espérons que sa contribution ne cessera d'aller grandissante. L'intelligentsia atteint de nouvelles hauteurs de réflexion et de responsabilité. Ses lignes directrices coïncident avec la ligne politique du PCUS et avec les intérêts du peuple.

II - La nouvelle politique économique et sociale en action

Comment la perestroïka s'est-elle développée dans l'économie ?

Je dois franchement reconnaître que tous nos efforts pour transformer la structure de l'économie nationale, la faire passer sur la voie du développement intensif et pour accélérer les progrès scientifiques et technologiques, ont fait apparaître encore plus nettement l'urgence d'une réforme radicale des mécanismes économiques et de la restructuration de tout notre système de gestion.

La propriété publique socialiste, sur laquelle est fondée notre économie, est une source de possibilités virtuellement inépuisables en matière de progrès. Pour cela, cependant, nous devons à chaque fois trouver la forme de propriété socialiste et d'organisation de l'économie la plus appropriée. A cet égard, il est primordial que le peuple soit le maître véritable de la production et non pas simplement son maître nominal. Sans cela, les travailleurs, individuellement ou collectivement, ne sont pas intéressés et ne peuvent pas être intéressés au résultat final de leur travail.

C'est à Lénine que l'on doit l'idée qu'il faut trouver les formes les plus efficaces et les plus modernes de mariage entre la propriété collective et les intérêts personnels; cette idée constituera le fondement de toutes nos recherches, dans le cadre d'un concept de gestion économique radicalement transformé.

La réforme économique. La séance plénière du Comité central du PCUS de juin 1987

En entreprenant une réforme économique radicale, il était important d'éviter la répétition des

erreurs passées, lesquelles, dans les années cinquante, soixante et soixante-dix, ont voué à l'échec toutes nos tentatives pour changer le système de gestion économique. Ces tentatives se révélèrent à la fois lacunaires et contradictoires, car elles mettaient l'accent sur certains problèmes tout en ignorant d'autres. A franchement parler, les solutions que l'on avançait alors, loin d'être radicales, n'étaient que des demi-mesures qui, bien souvent, passaient à côté de l'essentiel du problème.

En revanche, le concept de réforme économique, tel qu'il a été soumis à la séance plénière de juin, a un caractère global qui ne laisse rien de côté. Il est source de changements fondamentaux dans tous les domaines; on y trouve le transfert des entreprises à un système de complète responsabilité des coûts, une transformation radicale de la gestion centralisée de l'économie, des changements fondamentaux dans la planification, une réforme du système d'évaluation des prix et des mécanismes de financement et de crédits, et la restructuration des liens économiques avec l'étranger. Il prévoit également la création de nouvelles structures de gestion, un complet redéploiement de leurs fondements démocratiques, et une large introduction des principes de l'autogestion.

Tout processus complexe possède sa logique interne, qui se reflète dans les interrelations entre certaines mesures, entre certaines étapes concrètes. Une question bien naturelle s'est posée à nous. Par où commencer? Quel est le point de départ d'une restructuration de la gestion?

A première vue, il semblerait logique, dans une économie planifiée comme la nôtre, de commencer la restructuration en déterminant les structures et les fonctions des organes économiques centraux, puis de descendre aux niveaux intermédiaires de gestion, pour finalement arriver aux entreprises et systèmes assimilés, le niveau primaire. Voilà qui

paraît sensé du point de vue de la logique théorique, mais la réalité et l'expérience accumulées nous ont dicté une approche et une procédure différentes. Il fallait commencer par les entreprises et systèmes assimilés, le maillon principal de la chaîne économique. Nous devions commencer par cerner le système économique qui leur convenait le mieux, puis créer les conditions économiques qui leur étaient les plus favorables, étendre et consolider leurs droits, et enfin, mais seulement sur cette base, introduire des changements fondamentaux dans l'activité de tous les échelons supérieurs de la gestion économique.

En mettant au point ce programme de restructuration, nous gardions présents à l'esprit que c'était là, dans les entreprises à la base, que se situaient les principaux processus économiques; là qu'étaient créés les produits, là que se matérialisaient les idées scientifiques et les innovations technologiques. Ce sont les collectifs de travail qui donnent une forme tangible aux relations sociales et économiques et c'est dans ces collectifs de travail que s'entrecroisent les intérêts personnels, sociaux et collectifs. Elles déterminent pour une bonne part l'atmosphère politique et sociale de tout le pays.

Nous avons également pris en considération nos expériences passées, qui ont vu échouer des tentatives répétées pour réformer les échelons supérieurs de gestion sans l'appui de la base, à cause de la résistance opiniâtre de l'appareil de gestion qui refusait de se laisser dépouiller de ses nombreux droits et prérogatives. Nous avons récemment eu affaire à ce type de résistance, et il nous arrive encore de nous y heurter. Là aussi, comme dans tous les domaines que touche la restructuration, nous devons combiner ce qui vient d'en haut avec ce qui vient de la base, c'est-à-dire donner au mou-

vement de restructuration une nature profondément démocratique.

Quelle est la principale insuffisance des vieux mécanismes économiques ?

C'est avant tout le manque de stimulation interne poussant à l'autodéveloppement. En effet, à travers le système des indices de plan, les entreprises reçoivent des ressources pour accomplir une tâche donnée. Pratiquement, toutes les dépenses sont couvertes, la vente de la production est essentiellement garantie et, ce qui est d'une grande importance, le salaire des employés ne dépend pas du résultat final du travail collectif, c'est-à-dire de la réalisation des obligations contractuelles, de la qualité de la production et des profits réalisés. Un tel mécanisme a toutes les chances de produire un travail de qualité médiocre, sinon franchement mauvaise, que nous le voulions ou non. Comment l'économie pourrait-elle avancer, si elle crée des conditions préférentielles pour les entreprises désuètes et pénalise celles qui sont à la pointe du progrès ?

Nous ne pouvons plus gérer nos affaires de cette façon. Les nouveaux mécanismes économiques doivent y mettre bon ordre. Ils doivent devenir un puissant levier, une force motivante pour d'intelligentes améliorations de la qualité. Chaque entreprise doit partir de la demande sociale réelle pour déterminer sa production et son plan de mise sur le marché. Ces plans ne doivent pas être élaborés à partir d'innombrables et tâtilonnantes notes de service émanant des instances supérieures, mais d'après les ordres directs venant des organisations gouvernementales, des entreprises responsables de leur fonctionnement, et des sociétés de commercialisation de produits spécifiques, précisant les qualités et quantité demandées. On doit placer les entreprises dans des conditions qui encouragent la compétition économique, pour la plus grande satis-

faction des exigences légitimes du consommateur, et les revenus des employés doivent strictement dépendre des résultats de la production et des profits obtenus.

Nous avons inclus tous ces principes de gestion économique et ses formes spécifiques dans le projet de loi sur l'entreprise d'État et l'unification industrielle, qui fut discuté à l'échelle du pays, dans les collectivités de travail, aux réunions de travailleurs, dans les syndicats locaux, et dans les médias. Ce projet de loi a soulevé l'intérêt de toute la nation. Les gens sentaient que l'on avait besoin de leur opinion. Un groupe spécial, composé de hauts fonctionnaires, de savants et de représentants des différentes agences de l'État, fut chargé d'examiner les propositions soumises, les amendements, les additions. Tout ce qui était rationnel et raisonnable y fut inclus, améliorant considérablement le projet.

La plupart des corrections avaient pour objectif d'étendre les droits des collectivités de travail. La demande générale était de ne pas battre en retraite sous l'influence de l'inertie, mais d'aller de l'avant sans hésiter. On avait compris que la nouvelle loi ne crulerait pas sous les innombrables circulaires d'application et instructions qui auraient pu l'émasculer et la rendre lettre morte. Le Soviet Suprême a adopté cette loi, qui doit entrer en vigueur le 1^{er} janvier 1988.

La presse, il est vrai, a fait connaître certaines propositions qui allaient au-delà de notre système. L'opinion a été émise, par exemple, que nous devrions renoncer à l'économie planifiée et accepter le chômage. C'est impossible : notre but est de renforcer le socialisme, non de le remplacer par un autre système. L'exemple qui nous vient de l'Ouest, celui d'une économie différente, est inacceptable pour nous. Nous avons la certitude que si nous arrivons à mettre en œuvre tout le potentiel du socialisme, si nous ne démorçons pas de ses prin-

cipes de base, si nous prenons pleinement en considération les intérêts humains et utilisons les bénéfices d'une économie planifiée, le socialisme peut réaliser bien davantage que le capitalisme.

Nous attachons une importance primordiale à la « Loi sur l'Entreprise » dans notre réforme économique. Nous nous en servons de maître-étalon pour les autres étapes et les autres mesures à prendre. Nous les envisageons selon qu'elles se conforment ou non à cette loi et contribuent à sa mise en œuvre pratique.

Pour la préparation de la séance plénière, le Politburo a passé plusieurs mois à examiner les résultats d'une analyse exhaustive et strictement objective des activités du Conseil des Ministres d'U.R.S.S., du Gosplan, du Gosnab, du Minfin, de la Gosbank², du ministère de l'économie et de ses départements et des organes de gestion industrielle. On prépare des ordonnances destinées à rendre les opérations des agences centrales, comme leurs fonctions officielles, strictement cohérentes avec la Loi sur les Entreprises d'État, afin qu'il n'y ait aucune contradiction. Tout cela fut discuté au cours de la séance plénière, mis au point, adopté et mis en vigueur.

Les décisions de la séance plénière du Comité central du PCUS de juin et les « Dispositions de base pour une restructuration radicale de la gestion économique », complètent en effet la construction d'un modèle moderne d'économie socialiste, afin de répondre au défi de la présente étape du développement national.

La séance plénière, et la session du Soviet Suprême qui suivit, développèrent et consolidèrent la politique visant à la promotion d'une active participation du peuple aux processus de l'économie et de la production, combinant ainsi étroitement les intérêts de l'État avec ceux de l'individu et des collectivités de travail — une politique destinée à

faire des travailleurs soviétiques leurs véritables maîtres.

Bien entendu, il restera bien des choses à compléter, ou peut-être à reprendre. Il n'est pas une société, même avancée, qui pourrait s'offrir le luxe de remplacer du jour au lendemain un système de gestion économique par un autre aussi simplement que s'il s'agissait d'un simple assemblage mécanique. Nous allons devoir ajuster un mécanisme dynamique et flexible, sensible aux évolutions de la production et susceptible d'être modernisé en permanence, devoir accepter ce qui est un progrès et rejeter ce qui est dépassé et caduc. Le principal danger, ici, serait de s'en tenir à l'idée que, puisque des décisions ont été prises, elles resteront toujours aussi pertinentes qu'elles le sont sous leur forme actuelle.

En traçant le programme d'une réforme économique radicale, nous avons jeté les fondations d'une offensive à grande échelle, cette fois-ci dans tous les domaines du processus d'accélération et d'extension de la restructuration. Les décisions prises le sont en fonction de préalables économiques et organisationnels conçus pour atteindre les buts fixés par l'actuel plan quinquennal et les objectifs à long terme allant jusqu'à l'an 2000. Rendre opérationnels à cent pour cent les nouveaux mécanismes de la gestion économique, avec compétence et sans délai, telle est la tâche qui nous attend maintenant.

Nous en sommes peut-être au moment le plus crucial de la restructuration de l'économie et de la gestion. L'étape du travail constructif a commencé; tout, à partir de maintenant, doit se concrétiser dans la réalité. Une chose est essentielle : accomplir dans la réalité ce vers quoi ont convergé tous nos efforts — telle est la caractéristique de ce moment critique.

L'essence même de ce que nous prévoyons de faire partout dans le pays est de remplacer les méthodes actuelles, à prédominance administrative, par d'autres à prédominance économique. Que nous devions en passer par une comptabilité des prix réels est parfaitement clair pour les dirigeants soviétiques.

Certes, des obstacles existent. Deux d'entre eux, au moins, sont de taille. Le premier est que nous devons accomplir cette mutation dans le contexte d'un plan quinquennal déjà adopté, autrement dit, faire que les choses s'accordent. Cet aspect particulier n'est pas sans sérieuses conséquences pour le processus de transition. Que fallait-il faire, nous en tenir au plan quinquennal ou l'abandonner ? Une seule réponse à cette question : nous en tenir sans compromis au plan quinquennal et à ses objectifs ! Nous sommes dans une période de cinq ans extrêmement difficile : des recherches approfondies à long terme sont en chantier, beaucoup de problèmes sociaux sont en cours de résolution, de grands changements structurels se mettent en place, et, en plus de tout cela, il nous faut introduire de nombreuses innovations. Les temps sont difficiles pour les responsables d'entreprise : ils ont à traiter le lourd fardeau des problèmes qui se sont accumulés, et en même temps à adopter une nouvelle gestion basée sur l'autofinancement.

Un autre obstacle vient de ce que certains des éléments les plus importants des nouveaux mécanismes de gestion ne sont pas encore prêts et ne pourront pas être immédiatement mis en place. Il nous faudra encore deux ou trois ans pour élaborer la réforme du calcul des prix et des mécanismes de financement et de crédit, et cinq ou six ans pour passer au commerce de gros dans les moyens de production. Nombre de choses ont encore à être

décidées : détermination des fonctions des ministères, réorganisation de l'administration territoriale, réduction du personnel.

Nous allons donc passer par une période de transition extrêmement compliquée, pendant laquelle devront cohabiter les anciens et les nouveaux mécanismes de gestion. Mais la comptabilité des prix réels sera introduite sans délai. C'est un chemin dans lequel nous allons nous engager énergiquement afin d'y acquérir de l'expérience. Nous essaieront tout, nous mettrons tout à l'épreuve.

Chaque fois que je rencontre des gens qui travaillent dans l'industrie ou même dans les ministères, je leur dis : « Ne reculez jamais. Expérimentez, essayez. Le peuple manifeste une telle sagesse et un tel sens des responsabilités que vous pouvez et devez agir audacieusement, avec confiance. Bon, supposons que nous fassions des erreurs. Et alors ? On pourra les rectifier; c'est toujours mieux que de rester assis les bras croisés ! »

Une nouvelle conception du centralisme

Une nouvelle conception du centralisme démocratique prend forme avec l'avènement de la perestroïka. Il est important qu'il conserve un équilibre correct, et que l'on garde à l'esprit que certains de ses aspects prendront des formes différentes à des stades différents.

Actuellement, la situation se présente ainsi : beaucoup réclament un centralisme plus fort. Les bilans, l'établissement des proportions, la nécessité de revenus correspondant à la masse des biens produits et au volume des services, la politique structurelle, les finances de l'État, la défense — tout cela exige un solide principe de centralisation. Toutes nos républiques et toutes nos populations doivent avoir le sentiment d'être placées sur un pied

d'égalité et d'avoir les mêmes chances de développement. C'est là que réside la garantie de stabilité de la société soviétique. C'est pourquoi nous ne voulons pas affaiblir le rôle du centre, sans quoi nous perdriions les avantages de l'économie planifiée.

En même temps, on est obligé de constater que les autorités centrales coulent sous les tâches mineures. Nous les en libérerons, car lorsqu'elles s'y attellent, elles perdent de vue les questions d'importance stratégique.

Bien de ce qui a été critiqué à juste titre lors des séances plénières de janvier à juin tient avant tout à des omissions faites par le centre : n'avoir pas senti à temps s'installer les tendances dangereuses, n'avoir pas su trouver de solutions à de nouveaux problèmes, et ainsi de suite. Je le répète, toute l'organisation de l'appareil central et de ses fonctions le sera en stricte concordance avec la Loi sur l'Entreprise d'État. Le centralisme dans les conditions de la perestroïka n'a rien de commun avec la réglementation étroitement bureaucratique des multiples facettes des collectivités de production, de recherche scientifique et de création. Il nous faut encore partager le travail entre le centre et les régions, changer l'esprit même des ministères et jusqu'à leur raison d'être.

Nous envisageons une démocratisation de la planification. Cela signifie que l'élaboration du plan — non pas formellement mais réellement — commentera dans les entreprises et les collectivités de travail. Ce sont elles qui programmeront leur production en se fondant sur les besoins sociaux, exprimés en objectifs chiffrés et en fonction des contrats de gouvernement comme des liens économiques contractuels directs avec les consommateurs.

Le Comité de planification de l'État devra abandonner tout ce qui est réglementation détaillée et contrôle quotidien du travail des ministères et des

départements, et ces derniers devront en faire de même vis-à-vis des entreprises. Les activités des entreprises (masse salariale, distribution des profits, paiements au budget, etc.) seront réglés par les mécanismes à long terme de l'économie; il s'agira là, de fait, d'une autorégulation.

Nous envisageons d'élargir la transparence à tous les stades de la planification ainsi que de favoriser une discussion ouverte, au niveau de l'État comme des régions, des problèmes sociaux, économiques, scientifiques, technologiques et écologiques. Dans la perspective de trouver les solutions optimales, nous introduirons le principe de variabilité dans le système de planification.

Contrairement à ce qui se fait encore, les organes centraux ne contrôleront plus les entreprises que sur un nombre limité de points : l'exécution des ordres de l'État, les profits, la productivité, les indicateurs de progrès scientifiques et techniques, la sphère sociale. L'exécution par les entreprises d'obligations contractuelles et de commandes de l'État pour les produits les plus importants, deviendra un critère majeur de leur bilan d'activités. La composition et le volume des commandes de l'État diminueront progressivement avec la saturation du marché et s'y substitueront des liens directs de plus en plus étroits entre fabricants et consommateurs. Une fois acquise l'expérience indispensable, nous placerons les commandes de l'État sur une base de compétition, appliquant le principe de l'émulation socialiste.

Le système de fourniture de matériaux et de technologie subira une transformation radicale. On ménagera une transition entre la constitution de fonds pour une distribution centralisée des ressources et le commerce de gros. Bref, on combinera de plus en plus les avantages de la planification avec les facteurs stimulants du marché. Mais tout cela se

situera dans le cadre des objectifs socialistes et de ses principes de gestion.

L'élargissement des droits et de l'autonomie économique des entreprises, les changements de fonction des départements centraux et régionaux et la transition de méthodes à prédominance administrative à d'autres à prédominance économique pour la gestion, exigent en retour des changements radicaux dans la structure technocratique.

Autrefois, l'amélioration des structures de direction s'accompagnait souvent de la mise en place de nouveaux éléments d'organisation; il en résultait un gonflement de l'appareil, qui devenait de plus en plus lourd, peu mobile et rigide ment bureaucratique.

Nous nous rendons compte que la progression de la reconstruction économique est freinée, de manière tout à fait sensible, par la nature pesante, massive, de l'appareil de gestion, et par sa médiocre efficacité. C'est pourquoi nous avons l'intention de procéder à des coupes sombres dans cet appareil, de simplifier ses structures quand ce sera nécessaire, et d'agrandir les ministères de secteur. Nous posons une certaine expérience en ce domaine. Par exemple, l'agriculture et le traitement de ses productions dépendaient dans notre pays de sept ministères et départements. Nous avons intégrés tous ces ensembles en un seul, le Gosagroprom, réduisant en même temps leur personnel presque de moitié. Dans un autre cas, nous avons préféré agrandir certains ministères en les fusionnant entre eux. Ainsi procéderons-nous à l'avenir, en traitant chaque cas en fonction de ses spécificités.

Il est maintenant clair pour tout le monde qu'étant donné l'échelle actuelle de notre économie, il n'est pas d'appareil ministériel, aussi qualifié soit-il, capable de prendre sur lui la solution de tous les problèmes qui se posent, non plus que de rem- placer la réflexion et l'initiative des collectivités

de travail. La redistribution des droits entre les départements centraux et les entreprises ne se fait pas sans grincements de dents. L'appareil des ministères — et les ministres eux-mêmes — n'abandonnent pas sans rechigner l'habitude de tout régler dans les moindres détails. Ils sont faits à cette pratique qui rend les choses plus faciles pour eux. Tout transfert des droits du centre vers les régions est de manière générale douloureux, même si, je le répète, tout le monde en admet l'évidente nécessité, les services concernés au premier chef. Ils se rendent compte que cette réforme est bénéfique, ce qui n'empêche pas que soient parfois placés les intérêts étroits de ces services, voire ceux d'un groupe de personnes, au-dessus de ceux de la société et du peuple.

Il existe encore une autre manière d'améliorer la gestion économique. L'expérience montre que l'on peut obtenir une efficacité maximum aux points de jonction des industries. Mais s'attendre à ce que le Comité d'État du plan soit capable d'établir tous les liens inter-secteurs et de choisir la variante optimale est se payer d'illusions. Les ministères sont encore moins en mesure de le faire. C'est tout cela qui a imposé la mise à l'ordre du jour de la question de la mise en place d'agences pour gérer de vastes complexes économiques.

Comme on peut le constater, le système de gestion va subir de grands changements. Nous avons l'intention d'agir résolument, mais également de manière équilibrée, sans nous montrer plus tâtilons qu'il n'est nécessaire.

L'objectif : des normes technologiques mondiales

Tout en procédant à la restructuration de nos activités dans les domaines du plan et de l'économie, et en étendant le droit des entreprises, nous

avons également abordé la question des progrès scientifiques et technologiques. Les secteurs qui sont à l'avant-garde de ces progrès se voient attribuer un soutien matériel et financier supplémentaire. Dans ce but, nous avons élaboré un programme national ciblé, et dégagé des fonds.

Pendant la période du douzième plan quinquennal, dans laquelle nous sommes, nous renouvelons la plus grande partie du capital fixe dans le domaine de la construction de machines. Les sommes réservées de côté dans cette perspective seront presque le double de celles qui ont été dépensées au cours des cinq années précédentes.

L'analyse des résultats de l'industrie a montré que des erreurs avaient été commises dans la politique d'investissement. Celle-ci, pendant des années, a consisté à bâtir toujours plus d'entreprises. La construction d'ateliers et d'immeubles administratifs a absorbé des sommes colossales. Pendant ce temps, les entreprises existantes en restaient au même niveau technologique. Bien entendu, si l'on fait un bon usage de tout ce qui est disponible, en multipliant les équipes par deux ou trois, on pourrait remplir les objectifs du douzième plan quinquennal avec le matériel existant. Mais d'une manière ou d'une autre, un équipement caduc, démodé, ne ferait que nous tirer en arrière, puisqu'il nous interdirait de sortir des produits modernes. Il faut mettre à la casse les vieilles machines. C'est pour cette raison que nous bouleversons notre politique structurelle d'investissement.

En 1983, j'ai visité ZIL. C'était à l'époque où l'on préparait activement la modernisation de cette usine — l'un des premiers projets de cet ordre dans l'industrie automobile soviétique. J'ai de nouveau visité ZIL en 1985, et j'ai demandé où en était la modernisation. Il s'avéra que l'on s'était avant tout intéressé au niveau technologique moyen, en fai-

sant confiance à des équipements installés cinq ou sept ans auparavant. On ne pouvait donc guère s'attendre à de substantiels progrès technologiques. Non seulement les technologies démodées demandent plus de main-d'œuvre, mais en outre, elles interdisent toute intensification appréciable de la production, et ne font qu'augmenter notre retard. On finit par apprendre que l'usine avait bien mis au point un programme plus moderne mais que, n'ayant pas reçu de soutien, elle avait été obligé de l'abandonner. Nous apportâmes notre soutien au plan élaboré pour la modernisation de ZIL. Un nouveau programme de remplacement de l'outillage le compléta et a été mis en œuvre avec succès. ZIL va devenir une entreprise vraiment moderne.

Les grandes transformations, en matière de technologie et d'équipement, prennent du temps. Comme nous le disons, « Moscou ne s'est pas bâti en un jour ». Si nous nous étions imposé la tâche de décider de tout sur-le-champ, il aurait fallu modifier la production tout en se servant d'un matériel caduc, démodé : cela serait revenu à faire du surplace.

Nous avons donc procédé à une évaluation de notre matériel, pour voir s'il correspondait aux normes mondiales. On découvrit que seule une part minime était à ce niveau. La conclusion s'imposait : plutôt que de conserver notre retard technologique pendant encore bien des années, il valait mieux affronter les difficultés de la mise au point d'un nouvel équipement tout de suite, puis, grâce à nos progrès dans la construction de machines, accomplir une percée dans les technologies les plus récentes. Ce « puis » ne renvoie pas nécessairement à un avenir lointain. La rénovation structurelle de la construction de machines en Union soviétique doit se combiner avec de vastes efforts pour utiliser au maximum le potentiel de la science. C'est une des tâches les plus vitales et les plus urgentes pour nous,

même une priorité absolue. Nous nous sommes retrouvés dans cette situation technologique pour avoir sous-estimé notre potentiel scientifique et nous être trop fiés à des liens extérieurs.

De mon point de vue, nous avons accepté la politique de détente en y mettant trop d'espoirs; je dirai même, de manière trop naïvement confiante. Beaucoup ont pensé qu'elle serait irréversible et nous ouvrirait des possibilités illimitées, notamment par l'extension des relations économiques et commerciales avec l'Occident. Nous avons même renoncé à certaines de nos recherches et de nos développements technologiques, dans l'espoir que, grâce à la division mondiale du travail, il serait moins onéreux d'acheter certains matériels que de les fabriquer nous-mêmes. Mais en réalité, que s'est-il passé ? Notre naïveté a été durement sanctionnée. On a assisté à une série de boycotts, d'embargos, d'interdictions, de restrictions, d'intimidations de la part de ceux qui commerçaient avec nous. Certains politiciens occidentaux prévoyaient même l'effondrement du système soviétique. Vaines rodomontades.

Cela va sans dire, nous en avons tiré les nécessaires conclusions : nous avons entrepris les indispensables recherches et développé la production de ce que nous nous propositions autrefois d'acheter; si bien qu'en fin de compte, ce sont les entreprises occidentales qui sont perdantes. Incidemment, je pense que tout ce tapage fait autour des interdictions et des restrictions n'est pas seulement dirigé contre l'U.R.S.S., mais également, dans une large mesure, contre des entreprises rivales non américaines.

Dans l'ensemble, l'éventail des embargos et des sanctions des Américains a grandement contribué à clarifier la situation. Comme on dit, chaque médaille a son revers. Nous avons tiré la leçon des décisions prises par les États-Unis et d'autres pays

occidentaux de ne pas vendre à l'Union soviétique les produits de la technologie avancée. C'est peut-être à cela que nous devons maintenant de connaître une croissance sans précédent dans les domaines des sciences de l'information, de la technologie des ordinateurs, et autres champs de la science et de la technique.

Nous avons décidé de mettre un terme à ce que nos dirigeants économiques appellent le « fléau des importations ». Dans ce but, nous avons mis en mouvement le vaste potentiel de notre science et de notre savoir-faire.

Il est paradoxal que de nombreuses réalisations de scientifiques soviétiques se répandent en Occident plus rapidement que dans notre pays, comme c'est, par exemple, le cas des rubans convoyeurs circulaires. Nous avons également été lents dans un autre secteur. Nous avons été les premiers à mettre au point le procédé de coulée continue de l'acier. Qu'est-il arrivé ? A l'heure actuelle, 80 % de l'acier coulé dans certains pays l'est par cette méthode, pourcentage bien plus élevé que dans notre propre pays ! Chez nous, le chemin qui va de la découverte scientifique à son introduction dans la production est trop long. Cela permet aux industriels étrangers d'entreprendre de faire de l'argent avec nos idées. Bien entendu, une telle situation est loin de nous satisfaire. Il doit y avoir réciprocité dans les échanges, et la situation doit évidemment changer, ce qui a d'ailleurs commencé depuis peu.

Un travail considérable est accompli pour encourager vigoureusement le progrès scientifique et technique. Nous lançons des programmes précis, incitons les collectivités de travail, les collectivités économiques et les autres centres de recherche à travailler de manière créative; nous avons organisé vingt-sept centres de recherche et de technologie interdisciplinaires, plaçant à leur tête des scientifiques de premier plan. La priorité actuelle est,

comme je l'ai dit, le développement du secteur machine et mécanique. La séance plénière du Comité central du PCUS de juin 1986 a proposé un programme radical de modernisation en ingénierie mécanique. Elle s'est donnée des objectifs sans précédent dans l'histoire de l'industrie soviétique : atteindre dans les six à sept prochaines années le niveau mondial en ce qui touche à la grande mécanique, aux équipements essentiels et aux appareils. Il a été décidé de mettre l'accent sur la construction de machines-outils, sur la production d'appareils, et sur l'ingénierie électrique et électronique. Les industries métallurgiques et chimiques doivent également être modernisées sur une grande échelle.

Certes, rien n'est plus dangereux que de se laisser aller à rêver. Et cependant, toutes les transformations en cours sont riches de promesses. Récemment, j'ai visité la ville de Zelenograd, non loin de Moscou, où sont concentrées des unités de recherche et des entreprises d'industrie électronique. J'ai eu le plaisir d'entendre des chercheurs et des spécialistes me dire que, dans un certain nombre de domaines, nous n'étions plus à la remorque des États-Unis, ou au coude à coude avec eux, mais au contraire en avance. En fin de compte, l'arrogance technologique de l'Occident à notre égard a eu des retombées bénéfiques. La tâche qui nous attend maintenant, tout aussi délicate, est de transposer ces résultats dans la pratique.

Le tissu vivant de la perestroïka

La perestroïka présente un éventail immense de problèmes divers et de tâches en relation avec ce qui reste du passé, avec ce qu'il faut faire tout de suite, ce qu'il faudra faire plus tard. Prenant le risque de me répéter, je voudrais présenter au lecteur une vision aux multiples couleurs de la perestroïka, l'inviter à regarder dans le kaléidoscope de

la vie quotidienne où se forme le tissu vivant de notre avenir. Nous préparons les masses à des changements radicaux. Cela implique de fournir les conditions économiques et psychologiques indispensables, car il n'est pas facile de rompre avec de vieilles habitudes et de renoncer à des concepts de formes sociales elles-mêmes nées dans des conditions historiques précises.

On entend toujours s'élever la voix des puristes. Il faut voir comme ils montrent du doigt, avec indignation, les désordres, les pénuries, les choses qui ne vont pas. Cependant, que quelqu'un se mette à faire quelque chose d'inhabituel mais de valable, ces pseudo-socialistes s'écrient aussitôt qu'on sape les fondements du socialisme ! Ceci fait aussi partie des réalités de la perestroïka. Nous devons discuter patiemment avec ces défenseurs d'un socialisme « pur », idéal, immaculé dans sa forme abstraite, et leur prouver qu'il n'a rien à voir avec la vie réelle.

Jamais Lénine ne s'est imaginé que la route menant au socialisme serait une ligne droite. Il savait changer de slogan quand la vie en imposait la nécessité. Et jamais il ne s'est senti l'esclave des décisions prises. Il n'avait pas peur de stimuler l'activité individuelle, quand l'État et le secteur public étaient faibles. Et aujourd'hui, alors que nous sommes en plein effort de restructuration, certaines personnes craignent les mesures prises pour développer les coopératives et encourager la production individuelle, l'établissement de contrats, l'autofinancement; elles s'inquiètent à l'idée que nous affaiblirions les fameux « fondements » et risquerions d'engendrer des petits propriétaires. Elles estiment que les diverses formes de contrats pourraient mettre en danger les fermes collectives. Mais que dire des boutiques dans lesquelles manquent tant de choses ? C'est à ce propos qu'il faut tirer la sonnette d'alarme et non crier, pris de panique, « Au secours, le socialisme est en danger ! »

Nous savons que la combinaison des intérêts personnels avec le socialisme est toujours le problème fondamental. Nous nous référons bien entendu aux intérêts personnels au sens large, et pas seulement au sens d'intérêts matériels. Ce dont nous avons besoin, ce n'est pas d'un socialisme « pur », doctrinaire, inventé de toutes pièces, mais du socialisme léniniste. Lénine a été très clair sur ce point : étant donné, disait-il, que nous avons développé notre industrie et notre puissance dans d'énormes proportions, il n'y a rien qui puisse nous faire peur. En nous appuyant sur cette force, nous pouvons procéder à des transformations socialistes d'une manière planifiée. Cela, c'est une authentique tâche socialiste. C'était vrai alors, et ça l'est encore plus aujourd'hui, notre société étant politiquement et économiquement plus forte. Jamais Lénine ne perdait le contact avec l'état réel des affaires; il était guidé par les intérêts des travailleurs.

Je suis convaincu que c'est dans le complexe agro-industriel que les formes les plus efficaces d'organisation de la production, sur la base d'une comptabilité des prix réels, prendront le plus rapidement racine. En premier lieu, nos fermes collectives sont maintenant des traditions anciennes. En second lieu, les gens de la campagne sont entrepreneurs et pleins de ressources. Tout cela milite en faveur d'une plus grande mobilité et d'une plus grande souplesse lorsqu'on y appliquera la vérité des prix, l'autosuffisance et l'autofinancement.

Du point de vue de l'organisation du travail et de la rémunération, le contrat collectif a fait ses preuves en agriculture. On met maintenant en place des contrats familiaux³, et les premiers résultats sont encourageants.

Au début du mois d'août 1987 je me trouvais dans le district de Ramenskoyé à l'extérieur de Moscou, et j'ai eu l'occasion de m'entretenir avec une équipe qui travaillait depuis cinq ans de ma-

nière contractuelle sur un projet de technologie agricole intensive. Ils cultivaient des semences de pommes de terre, et l'an passé, cette équipe de cinq personnes a rapporté d'énormes profits à la ferme d'État. Il se passe des choses extraordinaires quand les gens prennent la responsabilité de tout ce qu'ils font eux-mêmes. Non seulement les résultats sont différents, mais il arrive que les gens eux-mêmes en soient transformés. Le travail change, ainsi que l'attitude face au travail.

Dans notre société, les individus veulent être partie prenante dans tout ce qui se passe, et c'est une bonne chose. Ils n'aiment pas les situations dans lesquelles on est indifférent à leur opinion, où ils ne sont considérés que pour leur force de travail, où leurs qualités humaines et civiques ne sont pas appréciées. Le contrat collectif et la démocratie qui en est inséparable sont précisément ce qui aide chacun à se sentir son propre maître, et pleinement citoyen.

Nous disposons aujourd'hui, dans de nombreux secteurs agricoles, de fermes collectives et de sovkhozes. Les unes et les autres ont été organisées en grandes équipes, en sections, en ensembles. Mais il en est résulté un certain divorce d'avec la terre, ce qui s'est ressenti sur la production. Nous devons aujourd'hui, dans le contexte de ces fermes collectives et d'État, rétablir un rapport plus direct avec les intérêts des individus, dans le cadre des contrats collectifs, des contrats de famille et des contrats de location. Nous combinerons alors les avantages d'une grande économie collective avec les intérêts des individus; et c'est exactement ce que nous voulons. Si nous agissons en ce sens, nous pourrions accomplir des progrès impressionnants dans la solution des problèmes de denrées alimentaires, au cours des deux ou trois prochaines années.

Si l'on néglige les intérêts individuels, rien ne sortira de nos efforts et la société ne fera qu'y

perdre. Il est impératif, pour cette raison, de pratiquer un équilibre des intérêts, et c'est ce que nous faisons à l'aide des nouveaux mécanismes économiques, de plus de démocratie, de l'atmosphère de transparence et de l'implication de la population dans tous les aspects de la restructuration.

La première chose dont il faut s'assurer, c'est de l'établissement d'une atmosphère qui encourage l'effort de restructuration et rende les individus socialement actifs et responsables.

Cette atmosphère, c'est celle de la transparence, dans laquelle on aborde tous les problèmes, même les plus délicats, afin que nous les résolvions tous ensemble. Pour atteindre cet objectif, nous avons besoin d'une implication générale de la population dans l'administration du pays. C'est pourquoi nous disons que la démocratisation est la clef de voûte de l'effort de restructuration. On a légitimement introduit des éléments comme les nouveaux mécanismes de gestion, l'élection des directeurs, la mise en place de conseils collectifs dans les équipes de travail et au niveau des ateliers et des entreprises. A voir l'exemple des fermes collectives ou familiales gérées sous contrat, il est évident qu'assumer le rôle de propriétaire manquait aux gens. Ils ne veulent pas seulement gagner davantage, ce qui est parfaitement compréhensible, ils veulent le faire honnêtement. Ils veulent mériter leurs gains, non les carotter à l'État. Ce souhait s'inscrit parfaitement dans l'esprit du socialisme, et ne devrait donc souffrir aucune restriction : que chacun reçoive ce qu'il gagne. Mais en même temps, nous devons faire en sorte qu'il ne reçoive que ce qu'il gagne.

Politique sociale de la restructuration

Nous partons de l'idée que seul le considérable effort de politique sociale, tel que proclamé lors du

XXVII^e Congrès du PCUS, peut assurer le succès de la perestroïka. Le niveau de vie doit s'élever, la situation du logement se désengorger; il faut produire davantage de denrées alimentaires, et la qualité des marchandises doit s'améliorer; nous devons pousser encore le développement des services de santé, mettre en œuvre la réforme de l'enseignement secondaire et supérieur et résoudre encore nombre de problèmes sociaux.

Lors de son évaluation des tâches à court et à long terme, la séance plénière du Comité central du PCUS de juin s'est particulièrement intéressée à l'augmentation de la production de denrées alimentaires et à l'extension du programme de construction de logements.

Des mesures à grande échelle ont été prises. Nous construisons davantage d'habitations. Pour nous, c'est une tâche qui s'étend à tout le territoire national; afin de la mener à bien, nous y investirons davantage d'argent. Nous devons aider la population à obtenir de meilleures conditions de logement aussi bien en ville qu'en zone rurale.

Il faut une bonne qualité de vie pour tous. Si ce problème est résolu, la collectivité de travail se stabilise. Les gens apprécient davantage les transformations qui se produisent dans leur ville ou leur village, dans la production ou dans leurs conditions de travail — comme dans la nature même de ce travail — que de rapides augmentations de salaire.

L'actuelle passivité de certains dirigeants incapables de saisir les occasions, de résoudre les problèmes sociaux, est particulièrement intolérable. Cela s'explique par la vieille habitude de s'attaquer à ces problèmes sur la base de ce que l'on appelle le principe « résiduel » : une fois satisfaits les besoins de la production, on attribue ce qui reste aux objectifs sociaux. C'est aussi un effet de la psychologie de dépendance, qui a des racines profondes. La comptabilité des prix réels et l'autofinancement

viennent mettre un terme à tout cela. Les mécanismes économiques eux-mêmes exigent une approche entreprenante, active, raisonnable afin d'agir vraiment en propriétaire.

Nos réalisations en matière d'éducation sont universellement connues, et sont impressionnantes même lorsqu'on les compare à celles des pays les plus développés. Et malgré tout, nous mettons en place une réforme scolaire. Pour quelles raisons ? Tout d'abord, du fait des nouvelles exigences que la société moderne impose aux individus. En outre, le phénomène de stagnation de notre société a également fini par affecter notre système éducatif; on a assisté à des manifestations de laissez-faire sensibles au niveau des résultats obtenus, et qui n'ont pas tardé à affecter tout le reste.

Actuellement, après une discussion du sujet à l'échelle de la nation, nous avons adopté des programmes qui transformeront radicalement l'éducation secondaire et supérieure. L'axe principal de nos efforts consistera à former les jeunes gens en sorte que ces futurs travailleurs soient au niveau des exigences imposées par les progrès scientifiques et technologiques, tout en étant débarrassés de ce qui est accessoire, et qui ne leur apporte qu'un inutile surcroît d'obligations. L'éducation humaniste des jeunes, dont le but est de les élever convenablement et de leur faire acquérir un niveau culturel adéquat, s'améliore. Collèges et écoles secondaires mettent l'accent sur des méthodes d'enseignement et d'éducation stimulantes et créatives, qui encouragent l'initiative et l'indépendance. Il est prévu une restructuration des conditions matérielles, et, plus important, les enseignants sont incités à atteindre de nouveaux niveaux dans leur travail. Ceux qui améliorent leur niveau professionnel seront encouragés matériellement. Les programmes disposent de l'indispensable soutien financier, et leur mise en œuvre est en cours.

Des lignes directrices pour l'amélioration des services publics de santé du pays font actuellement l'objet d'une discussion au niveau national. Quand cette discussion sera terminée, ces lignes directrices seront soumises, pour un examen approfondi, au Comité central du PCUS et au Gouvernement, puis au Soviet Suprême de l'U.R.S.S. Ce projet détaillé et complet exigera des investissements importants et un effort sur une grande échelle. Nous avons trouvé les ressources matérielles et financières pour amorcer sa première étape, qui se poursuivra sur les dernières années du douzième plan quinquennal et pendant le treizième plan.

L'intensification de la production sociale entraîne une nouvelle attitude vis-à-vis de l'emploi, qui doit être plus efficace et exige le regroupement des forces productives. En œuvrant dans ce sens, nous devons nous montrer particulièrement attentifs à ce que le principe de justice sociale soit respecté. La pratique généralisée du nivellement a constitué l'une des aberrations des quelques dernières décennies, se traduisant par des attitudes de dépendance, et un état d'esprit étroit du genre : « ce ne sont pas nos affaires, laissons les patrons se débrouiller ».

Voici comment le XXVII^e Congrès du PCUS a formulé le problème : dans le socialisme, le travail constitue le fondement de la justice sociale. Seul le travail détermine la place réelle d'un citoyen dans la société, son statut social. Et cela interdit toute manifestation de nivellement.

L'attitude nivelante refait surface de temps en temps, même encore aujourd'hui. Certains citoyens interprètent l'appel à la justice sociale comme « l'égalisation de tous ». Mais la société persiste à exiger que le principe du socialisme se concrétise solidement dans la vie.

En d'autres termes, ce que nous estimons le plus est la contribution des citoyens aux affaires du pays. Nous devons encourager l'efficacité dans la produc-

tion tout comme le talent d'un écrivain, d'un scientifique ou de n'importe quel citoyen laborieux et honnête. Sur ce point, nous tenons à être tout à fait clairs : le socialisme n'a rien à voir avec l'égalitarisme. Le socialisme ne peut assurer des conditions de vie et de consommation en fonction du principe allant de « A chacun selon ses œuvres », à « A chacun selon ses besoins ». Cela, ce serait le communisme. Le socialisme se sert d'un critère différent pour la distribution des bénéfices sociaux : « Chacun fait selon ses capacités, chacun reçoit selon son travail ». Il n'y a aucune exploitation de l'homme par l'homme, aucune division en riches et pauvres, en millionnaires et en déshérités; toutes les nations sont égales entre elles; tout le monde a un emploi garanti; l'enseignement secondaire et supérieur sont gratuits, comme les services de santé; on s'occupe bien des citoyens dans leur vieillesse. Telle est l'incarnation de la justice sociale dans le socialisme.

Aujourd'hui, quand la question de la justice sociale vient sur le tapis dans notre pays, on entend beaucoup parler des bénéfices et des privilèges de certains individus ou groupes d'individus. Il existe des bénéfices et des privilèges qui ont été établis par l'État, accordés sur la base quantitative et qualitative d'un travail socialement utile. Il y a des bénéfices pour les gens qui travaillent dans le secteur de la production comme dans le secteur des sciences et de la culture. Par exemple, nous prenons un soin particulier de nos scientifiques, académiciens et écrivains éminents. Des distinctions honorifiques sont décernées à des citoyens pour leur contribution exceptionnelle à l'édification du socialisme. Ainsi en est-il des Héros socialistes du Travail, ou des personnalités de la science et de la culture, qui jouissent d'avantages particuliers. Il existe également certains bénéfices pour les gens des diverses industries et pour ceux qui travaillent

dans différentes régions (en particulier, ceux qui travaillent dans le nord et dans les régions écartées), pour les militaires, les diplomates, etc. J'estime cette pratique justifiée, car elle est dans l'intérêt de la société prise dans son ensemble. Elle se fonde elle aussi sur l'importance et la valeur de la contribution des citoyens.

Mais il y a des privilèges qui n'ont pas été établis par l'État mais que certaines personnes, abusant de leurs pouvoirs officiels, « établissent » en leur faveur : nous les condamnons comme inacceptables.

Cette question présente un autre aspect. Beaucoup de nos organisations, de nos institutions et de nos entreprises gèrent des installations de services. Pratiquement, toutes les grandes entreprises, partout dans le pays, possèdent un service public de restauration. En outre, dans la plupart des cas, ces entreprises contribuent aux dépenses de fonctionnement de ce service. C'est la responsabilité conjointe de la direction et du comité syndical, avec pour résultat que les repas coûtent moins cher.

Notre pays dispose également d'un réseau très complet d'institutions médicales qui dispense les soins de santé aux citoyens sur leurs lieux de travail. Il comprend non seulement des cliniques avec services de consultations externes, mais aussi des maisons de vacances et des centres de cure situés à proximité des entreprises ou dans les secteurs de loisirs et les stations de santé. Beaucoup d'entreprises ont leurs propres boutiques d'alimentation, de vêtement, etc. En vérité, on pourrait parler d'un système complet de services dans certains cas.

Ce n'est pas seulement le cas des entreprises industrielles. Par exemple, l'Académie des Sciences, l'Union des Écrivains et d'autres organisations de ce type possèdent leur centre de santé, leurs hôtels de vacances et leurs chalets d'été. Les syndicats — qui sont en fait les organisations les plus riches du pays, les organisations du Parti et des Soviets dis-

posent également de tels services. Cette situation s'est développée historiquement.

A dire vrai, l'existence de ce genre de services peut engendrer — et engendre — des problèmes, en particulier lorsque la qualité des services fournis pour la population globale est moins bonne que celle des organisations et des institutions dont nous venons de parler. Ce phénomène fait naturellement l'objet de critiques de la part des travailleurs. Mais ces questions devraient se régler au fur et à mesure qu'entrent en action les programmes que nous avons adoptés.

Nous poursuivons sans faiblir notre combat contre la boisson et l'alcoolisme. Ce détestable fléau social est enraciné profondément chez nous depuis des siècles. Il est donc difficile à combattre. Mais la société est mûre pour un revirement radical. L'abus de l'alcool, en particulier au cours des deux dernières décennies, s'est accru dans des proportions alarmantes et devient une véritable menace pour l'avenir même de la nation. Les travailleurs nous rappellent constamment la nécessité d'intensifier nos efforts pour combattre ce fléau; certains proposent même une prohibition totale, à l'échelle du pays. Nous nous rendons cependant compte qu'il serait peu réaliste d'établir une telle prohibition. Nous leur disons donc : si vous le souhaitez, introduisez la prohibition dans votre famille, dans votre district. Dans des milliers de villages et d'établissements, les travailleurs ont décidé, en assemblées générales, de mettre un terme à la vente et à la consommation de boissons alcoolisées. La campagne se poursuit. La consommation par personne a diminué de moitié au cours des deux dernières années. Malheureusement, la fabrication clandestine d'alcool a augmenté. Il s'agit d'un problème impossible à résoudre par de simples mesures administratives. Le seul moyen sûr de se débarrasser d'un fléau comme l'alcoolisme est de développer le

secteur récréatif, celui de la santé physique, des sports et les activités culturelles de masse, ainsi que de démocratiser toujours plus la vie de la société dans son ensemble.

III - Sur la voie de la démocratisation

Notre principale ressource

L'une des principales tâches politiques, sinon la principale, avant l'effort de restructuration, est de redonner vie et de renforcer, dans le peuple soviétique, le sens de la responsabilité vis-à-vis du destin du pays. Une certaine aliénation provoquée par l'affaiblissement des liens entre les organes étatiques et économiques d'une part, les collectivités de travail, les travailleurs de la base d'autre part, et également par la sous-estimation de leur rôle dans le développement de la société socialiste, continue d'avoir un effet perturbateur.

Le facteur humain, au sens le plus large, est notre principale ressource. Nous faisons tout ce qui est en notre pouvoir pour le faire jouer, avant tout par une amélioration des données sociales. Tout ce que je voudrais ajouter est que nous travaillons à établir un équilibre entre deux aspects : l'économique et le social. Si l'on néglige les intérêts de la sphère sociale au profit des taux de développement de l'économie, se perd tout intérêt aux résultats du travail. Ce qui affecte la productivité et par contre-coup l'économie. Par ailleurs, la sphère sociale ne doit pas être édifée de telle manière que la base en soit érodée, car ce serait miner alors la possibilité même d'un développement socio-économique harmonieux. La corrélation entre ces deux éléments n'a rien de statique; elle est en constante évolution. Aujourd'hui, c'est la politique sociale qui vient en première ligne.